

En France, le timide essor des emplettes quotidiennes en cryptomonnaies

(AFP) -

Acheter au détail en cryptomonnaies, c'est possible depuis un an chez une trentaine de commerçants de Talence, dans la banlieue de Bordeaux. Une initiative pionnière en France mais balbutiante pour ces actifs souvent considérés comme spéculatifs, dont la démocratisation bute sur des barrières fiscales et psychologiques.

"Payer en crypto", propose un panonceau sur le zinc de La Fracasse, une micro-brasserie qui accepte ce moyen de paiement dématérialisé tout comme une trentaine de commerces de cette commune du sud-ouest de la France, contre une vingtaine au départ.

Derrière le bar, les cogérants Kirill Pluscheff (30 ans) et Enguérand Larché (25 ans) peuvent générer un QR code sur une application nommée Lyzi, que le client scanne pour prélever son "wallet" (portefeuille de cryptomonnaies) et effectuer le versement sur le compte du commerce, en euros cette fois.

"C'est notre moyen d'attraper une nouvelle clientèle", explique Enguérand Larché à l'AFP, sans toutefois renoncer au paiement par carte bancaire qui représente 95% de ses encaissements.

Avec "quelques transactions par mois" à Talence, "c'est déjà gagné" pour l'application Lyzi, s'enthousiasme Damien Patureaux, son fondateur.

- Jeunes et étrangers -

La start-up revendique plus de 2.000 marchands affiliés en France et en Europe, dont les grands magasins du Printemps (ex-propriété du groupe PPR devenu Kering). A Cannes, sur la Côte d'Azur (sud-est), une cinquantaine de commerces sont équipés, dont de prestigieux hôtels, visant une clientèle étrangère désireuse notamment de s'affranchir des effets de change.

"Le paiement en cryptomonnaies peut s'ancrer dans le commerce physique", veut croire Lyzi. Pour Damien Patureaux, "ça va se démocratiser encore plus".

Selon une étude du cabinet KPMG en 2023, seuls 8% des Français ont déjà investi dans les "cryptos". Parmi eux, la moitié ont moins de 35 ans.

C'est ce public que ciblent les commerçants de Talence: avec un quart de ses 42.000 habitants âgés entre 18 et 24 ans, dont nombre d'étudiants, la commune se présente comme la "ville la plus jeune" de France, fait valoir Bertrand Cousin, directeur de l'agence de développement économique Talence Innovation, à l'origine de l'initiative.

Mais les débuts sont timides: au bout d'un an, le nombre de paiements mensuels reste minime: deux opérations par mois pour l'un des bouchers participants par exemple, selon Talence Innovation).

Damien Patureaux souligne que 20% des marchands affiliés à Lyzi en Europe représentent 80% du volume de paiements - estimé à quelques millions d'euros par mois -, avec en première ligne les marques de luxe qui ciblent une clientèle "élitiste" et "l'achat coup de coeur" d'utilisateurs après une belle plus-value sur leurs cryptoactifs.

"Le très petit commerçant, ce n'est pas ce qui génère le plus de volume", admet-il.

En cause, selon les partisans des cryptomonnaies, la fiscalité française qui taxe les plus-values et oblige à une fastidieuse déclaration, achat par achat.

- "Complexité" -

Utilisateur assidu qui va régler en "crypto" un prochain voyage en Afrique du Sud, Jérémy Debreu ne "croit pas une seconde" à l'essor immédiat d'initiatives comme celle de Talence.

"Il faut vraiment l'encourager. Mais je suis assez sceptique sur le fait que des utilisateurs prennent ce risque fiscal", témoigne ce consultant en RSE (responsabilité sociétale des entreprises) résidant à Bègles, une commune limitrophe de Talence.

"C'est un tel frein qu'à mon avis, beaucoup de gens ne déclarent pas", pointe Claire Balva, qui s'apprête à quitter la néo-banque Deblock pour prendre la tête de l'Association pour le développement des actifs numériques (Adan), lobby français du secteur crypto. "Pas parce qu'ils ne veulent pas payer d'impôts, mais parce que c'est



immensément compliqué."

L'autre limite à la démocratisation des cryptomonnaies est psychologique, face à leur "complexité" et leur image parfois connotée, entre "produit financier pour s'enrichir" ou actif "pour blanchir de l'argent", pointe David Pucheu, maître de conférence en sciences de l'information et de la communication à l'Université Bordeaux-Montaigne.

"C'est une question générationnelle", poursuit-il, mais aussi "culturelle" avec certains pays du Sud, comme le Nigeria, où le "wallet" s'est démocratisé pour compenser l'accès difficile "à des services bancaires corrects".

Pour Claire Balva, les opérateurs devront "proposer quelque chose d'aussi simple" que la carte bancaire traditionnelle. "Les infrastructures cryptos vont remplacer petit à petit le paiement classique via Visa et Mastercard", veut-elle croire.

jed/ppy/jco/liu

Afp le 03 juil. 25 à 11 17.

